



Ministère des Finances
Canada

Department of Finance
Canada

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Résultats financiers d'avril et de mai 2024

Canada

©Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la vice-première ministre et ministre des Finances, 2024
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document
en tout ou en partie doit être adressée au
ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

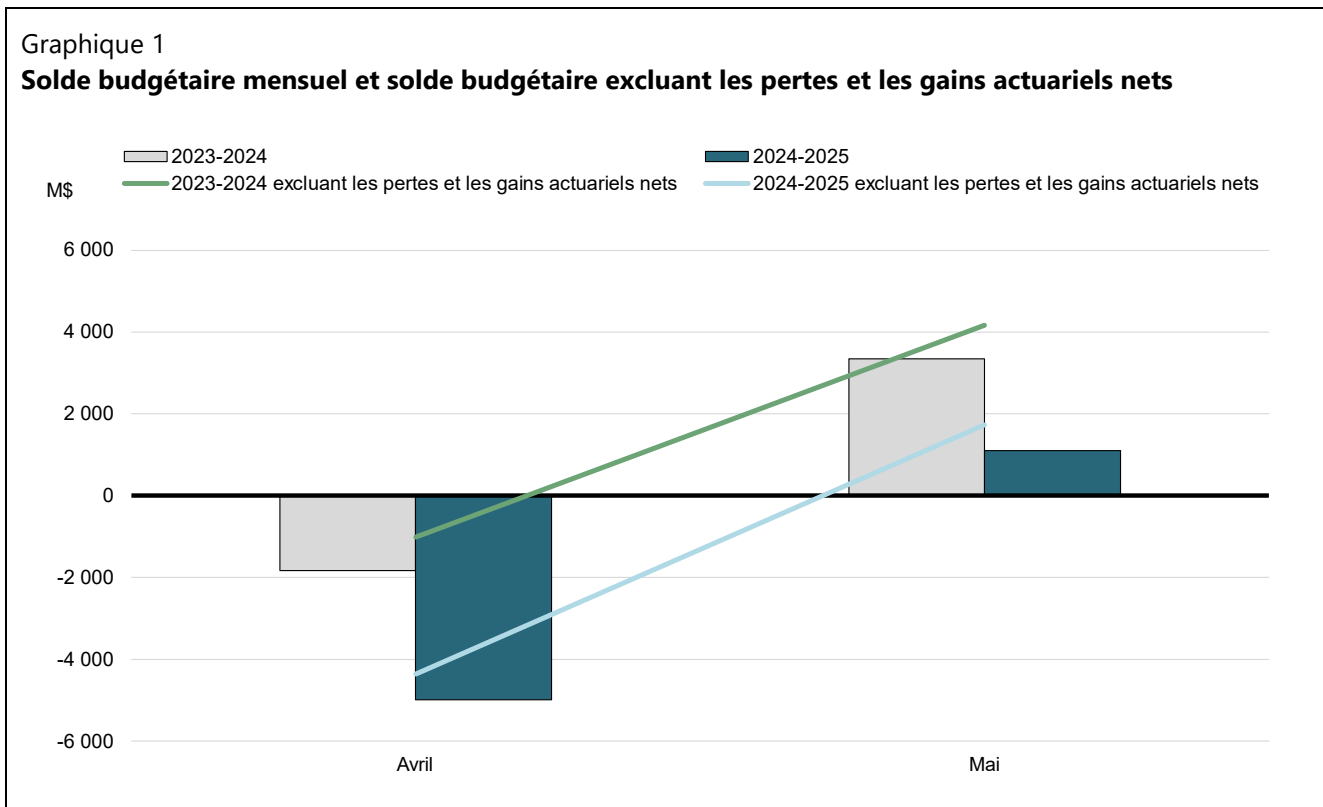
No de cat. F12-4F-PDF
ISSN 1487-0142

Faits saillants

Avril et mai 2024

Les deux premiers mois de l'exercice 2024-2025 (avril et mai) se sont soldés par un déficit budgétaire de 3,9 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 1,5 milliard de dollars pour la même période de 2023-2024. Un déficit de 5,0 milliards de dollars a été enregistré au mois d'avril, puis un excédent de 1,1 milliard de dollars en mai 2024.

Le déficit budgétaire avant les pertes et les gains actuariels nets se chiffrait à 2,6 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 3,2 milliards de dollars pour la période d'avril à mai 2023-2024. Le solde budgétaire avant les pertes et les gains actuariels nets a pour but de compléter le solde budgétaire traditionnel afin de rendre les rapports financiers du gouvernement plus transparents, en isolant l'incidence de l'amortissement des pertes et des gains actuariels nets découlant de la réévaluation des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement.

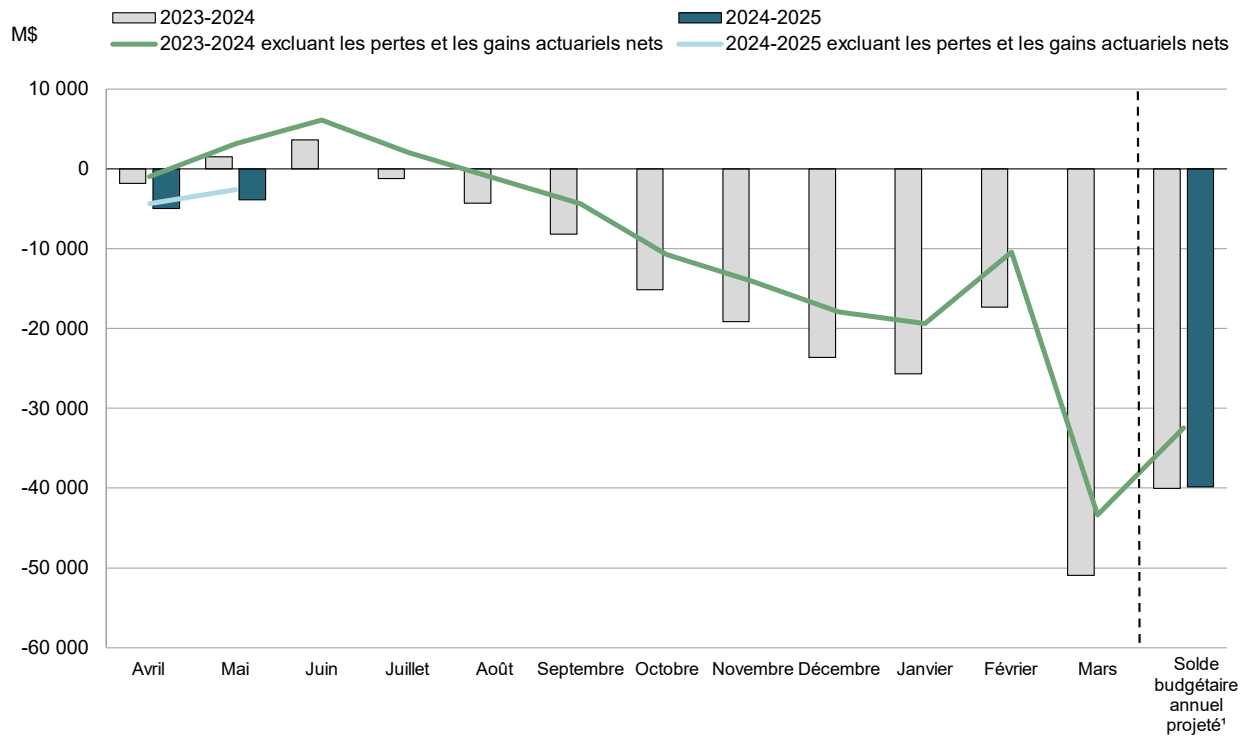


Pour la période de deux mois :

- Les revenus ont augmenté de 6,5 milliards de dollars (8,9 %), ce qui s'explique en grande partie par des revenus fiscaux plus élevés.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 10,0 milliards de dollars (15,9 %), sous l'effet d'augmentations dans la plupart des principales catégories de dépenses.
- Les frais de la dette publique ont augmenté de 2,3 milliards de dollars (33,8 %), principalement sous l'effet d'obligations négociables et de bons du Trésor à intérêts plus élevés.
- Les pertes actuarielles nettes ont diminué de 0,4 milliard de dollars (23,2 %), ce qui s'explique en grande partie par l'amortissement des gains attribuable à des taux d'actualisation plus élevés découlant des évaluations actuarielles préparées pour les *Comptes publics du Canada 2023*.

Graphique 2

Solde budgétaire cumulé de l'exercice et solde budgétaire cumulé excluant les pertes et les gains actuariels nets



¹Source : Budget de 2024

Tableau 1

État sommaire des opérations

M\$

	Avril		Mai		Avril à mai	
	2023	2024	2023	2024	2023-2024	2024-2025
Opérations budgétaires						
Revenus	35 045	41 008	37 917	38 482	72 962	79 490
Charges						
Charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	-32 937	-40 943	-29 955	-31 932	-62 892	-72 875
Frais de la dette publique	-3 115	-4 429	-3 796	-4 819	-6 911	-9 248
Solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes	-1 007	-4 364	4 166	1 731	3 159	-2 633
Pertes actuarielles nettes	-820	-630	-820	-630	-1 640	-1 260
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 827	-4 994	3 346	1 101	1 519	-3 893
Opérations non budgétaires	-17 714	-15 305	-3 840	-8 048	-21 554	-23 353
Ressources ou besoins financiers	-19 541	-20 299	-494	-6 947	-20 035	-27 246
Variation nette dans les activités de financement	36 763	664	1 120	8 139	37 883	8 803
Variation nette de la trésorerie	17 222	-19 635	626	1 192	17 848	-18 443
Trésorerie à la fin de la période					59 646	48 212

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Revenus

Les revenus pour la période d'avril à mai 2024-2025 se sont élevés à 79,5 milliards de dollars, soit une hausse de 6,5 milliards de dollars (8,9 %) par rapport à la même période en 2023-2024.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 4,5 milliards de dollars (7,5 %), comparativement à la même période en 2023-2024, ce qui est en grande partie attribuable à la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, de l'impôt sur le revenu des sociétés et de la taxe sur les produits et services.
- Les produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (29,3 %), ce qui est attribuable au prix plus élevé de la pollution par le carbone en 2024-2025. On continue de remettre l'intégralité des produits directs aux provinces ou aux territoires où ils sont générés.
- Les revenus des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (10,3 %), sous l'effet de l'amélioration des conditions du marché du travail pendant l'exercice en cours et de la hausse du taux de cotisation.
- Les autres revenus ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (17,0 %), principalement sous l'effet de l'augmentation du produit de la vente de biens et services et d'une hausse des revenus d'intérêts.

Tableau 2

Revenus

	Avril		Mai		Avril à mai		Variation (%)
	2023	2024	2023	2024	2023- 2024	2024- 2025	
	(M\$)						
Revenus fiscaux							
Impôts sur le revenu							
Particuliers	17 178	18 218	15 505	16 306	32 683	34 524	5,6
Sociétés	5 671	7 429	7 124	6 597	12 795	14 026	9,6
Non-résidents	1 068	1 405	1 152	1 066	2 220	2 471	11,3
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	23 917	27 052	23 781	23 969	47 698	51 021	7,0
Autres taxes et droits							
Taxe sur les produits et services	4 191	5 259	5 219	5 355	9 410	10 614	12,8
Taxes sur l'énergie	270	398	462	447	732	845	15,4
Droits de douane à l'importation	354	382	548	460	902	842	-6,7
Autres taxes et droits d'accise	447	368	668	658	1 115	1 026	-8,0
Total des autres taxes et droits	5 262	6 407	6 897	6 920	12 159	13 327	9,6
Total des revenus fiscaux	29 179	33 459	30 678	30 889	59 857	64 348	7,5
Produits issus de la tarification de la pollution à retourner aux particuliers	667	860	828	1 073	1 495	1 933	29,3
Cotisations d'assurance-emploi	2 853	3 110	2 703	3 017	5 556	6 127	10,3
Autres revenus	2 346	3 579	3 708	3 503	6 054	7 082	17,0
Total des revenus	35 045	41 008	37 917	38 482	72 962	79 490	8,9

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Charges

Pour la période d'avril à mai 2024-2025, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 72,9 milliards de dollars, soit une hausse de 10,0 milliards de dollars (15,9 %) par rapport à la même période de l'année précédente.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 2,6 milliards de dollars (14,0 %).
 - Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (7,3 %), en raison principalement de la hausse du nombre de prestataires et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées.
 - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (16,2 %), en raison d'un taux de chômage plus élevé et de changements aux prestations de maladie qui ont fait augmenter le nombre de prestataires par rapport à l'année précédente.
 - Le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs a augmenté de 0,7 milliard de dollars (81,0 %), ce qui est attribuable à une diminution du montant révisé des prestations pendant l'année en cours.
 - Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (11,3 %), principalement sous l'effet de l'indexation des prestations aux prix à la consommation et d'une augmentation du nombre d'enfants admissibles.

- Les principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités ont augmenté de 3,0 milliards de dollars (19,4 %), sous l'effet des hausses prévues par la loi du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts au titre de la péréquation, des transferts aux territoires et d'une variation du calendrier annuel des versements de 2,2 milliards de dollars au titre des accords de santé, y compris des transferts en vertu de nouvelles ententes bilatérales adaptées avec les provinces et les territoires relativement à des priorités partagées en matière de santé. Les transferts au titre de ces accords ont été effectués vers la fin de l'exercice précédent. Toutefois, les paiements annuels totaux devraient être similaires pour les deux exercices.
- Les produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (20,3 %), en grande partie sous l'effet de la hausse des taux de la Remise canadienne sur le carbone (auparavant appelée incitatif à agir pour le climat) et, à partir de juillet 2023, de l'intégration de Terre-Neuve-et-Labrador, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard au cadre pour la redevance sur les combustibles. On continue de remettre l'intégralité des produits directs aux provinces ou aux territoires où ils sont générés.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 4,0 milliards de dollars (14,8 %). Parmi les charges de programmes directes :
 - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 3,0 milliards de dollars (28,6 %), en raison d'un certain nombre de facteurs, comme la hausse des transferts en lien avec les peuples autochtones, le financement pour l'initiative du leadership local pour l'adaptation climatique visant à aider les communautés à s'adapter au changement climatique, l'augmentation des paiements au titre de la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes et des mesures incitatives pour les véhicules zéro émission, ainsi que la hausse des paiements au titre de l'Allocation canadienne pour les travailleurs.
 - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (6,1 %), en raison d'une hausse des coûts du personnel.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 2,3 milliards de dollars (33,8 %), principalement sous l'effet d'obligations négociables et de bons du Trésor à intérêts plus élevés.

Les pertes actuarielles nettes ont diminué de 0,4 milliard de dollars (23,2 %), ce qui s'explique en grande partie par l'amortissement des gains découlant des évaluations actuarielles préparées pour les *Comptes publics du Canada 2023*.

Tableau 3

Charges

	Avril		Mai		Avril à mai		Variation (%)
	2023	2024	2023	2024	2023- 2024	2024- 2025	
	(M\$)						
Principaux transferts aux particuliers							
Prestations aux aînés	6 091	6 523	6 169	6 631	12 260	13 154	7,3
Prestations d'assurance-emploi	1 835	2 311	1 357	1 398	3 192	3 709	16,2
Soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs ¹	-336	-101	-566	-70	-902	-171	81,0
Prestations pour enfants	2 119	2 276	2 010	2 320	4 129	4 596	11,3
Total des principaux transferts aux particuliers	9 709	11 009	8 970	10 279	18 679	21 288	14,0
Principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités							
Transfert canadien en matière de santé	4 119	4 340	4 118	4 340	8 237	8 680	5,4
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 368	1 409	1 368	1 409	2 736	2 818	3,0
Péréquation	1 996	2 105	1 997	2 104	3 993	4 209	5,4
Formule de financement des territoires	773	826	774	825	1 547	1 651	6,7
Système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants	-	-	-	-	-	-	s.o.
Fonds pour le développement des collectivités du Canada	-	-	-	-	-	-	s.o.
Accords en matière de santé avec les provinces et territoires ²	-	2 171	-	15	-	2 186	s.o.
Autres arrangements fiscaux ³	-595	-623	-596	-624	-1 191	-1 247	-4,7
Total des principaux transferts aux provinces, aux territoires et aux municipalités	7 661	10 228	7 661	8 069	15 322	18 297	19,4
Produits issus de la tarification de la pollution retournés aux particuliers							
	1 658	2 141	465	413	2 123	2 554	20,3
Charges de programmes directes							
Autres paiements de transfert	6 328	9 300	4 033	4 020	10 361	13 320	28,6
Charges de fonctionnement	7 581	8 265	8 826	9 151	16 407	17 416	6,1
Total des charges de programmes directes	13 909	17 565	12 859	13 171	26 768	30 736	14,8
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes							
	32 937	40 943	29 955	31 932	62 892	72 875	15,9
Frais de la dette publique							
	3 115	4 429	3 796	4 819	6 911	9 248	33,8
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes							
	36 052	45 372	33 751	36 751	69 803	82 123	17,6
Pertes actuarielles nettes	820	630	820	630	1 640	1 260	-23,2
Total des charges							
	36 872	46 002	34 571	37 381	71 443	83 383	16,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

¹ Le soutien au revenu lié à la COVID-19 pour les travailleurs inclut la Prestation canadienne d'urgence, la Prestation canadienne de la relance économique, la Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants, la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique et la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement.

² Les accords de santé avec les provinces et territoires incluent les accords bilatéraux relatifs au plan Travailler ensemble et les accords bilatéraux pour Vieillir dans la dignité. Les fonds restants au titre des accords bilatéraux sur les services de soins à domicile, de soins communautaires, de soins en santé mentale et de lutte contre les dépendances ont été intégrés dans ces accords.

³ Les autres arrangements fiscaux comprennent : l'abattement du Québec (recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents), qui représente les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt, les subventions législatives et d'autres éléments.

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

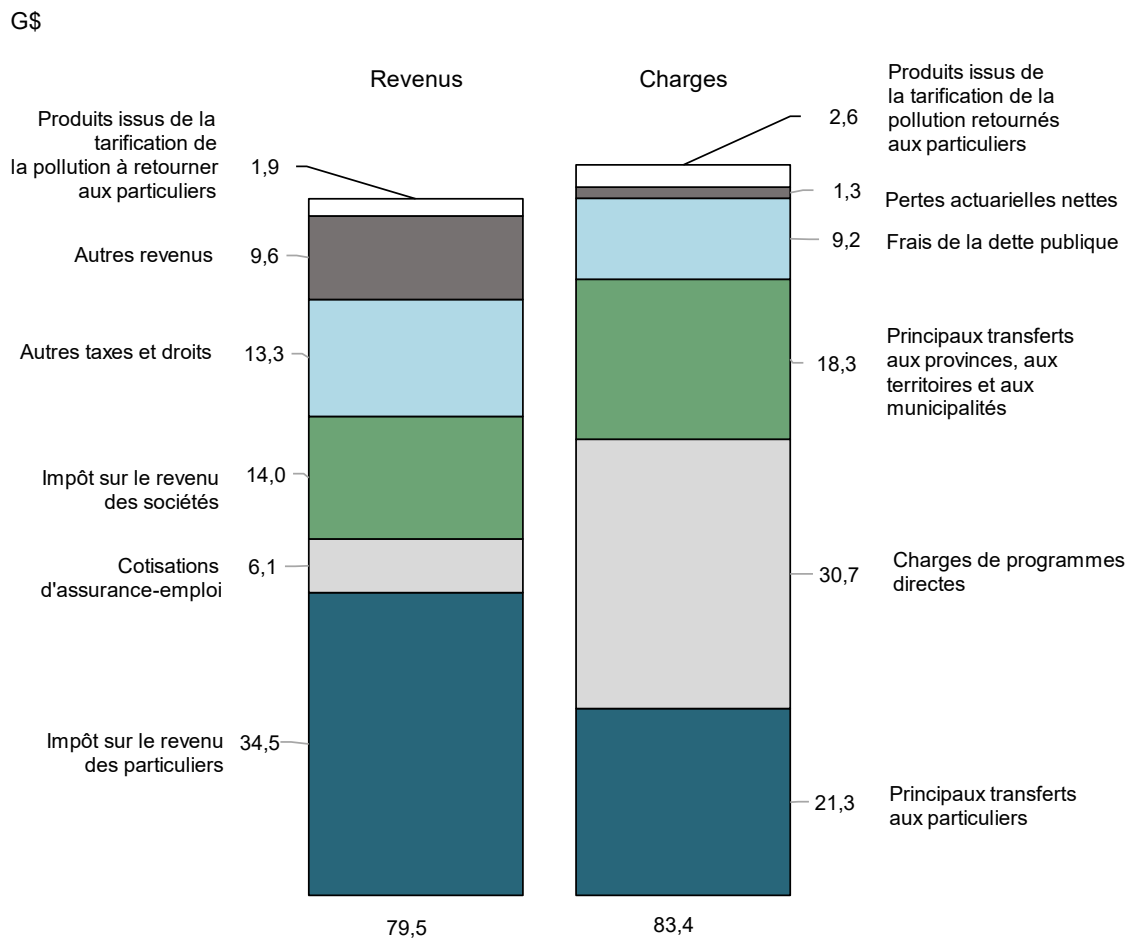
Tableau 4

Total des charges, par article de charges

	Avril		Mai		Avril à mai		Variation
	2023	2024	2023	2024	2023-2024	2024-2025	
	(M\$)						(%)
Paiements de transfert	25 356	32 678	21 129	22 781	46 485	55 459	19,3
Autres charges							
Personnel, excluant les pertes actuarielles nettes	4 936	5 456	5 454	6 020	10 390	11 476	10,5
Transports et communications	58	101	238	226	296	327	10,5
Information	13	11	23	27	36	38	5,6
Services professionnels et spéciaux	361	421	958	1 146	1 319	1 567	18,8
Location	336	332	479	420	815	752	-7,7
Réparation et entretien	104	129	207	187	311	316	1,6
Services publics, fournitures et approvisionnements	89	142	424	268	513	410	-20,1
Autres subventions et charges	1 253	1 226	590	406	1 843	1 632	-11,4
Amortissement des immobilisations corporelles	425	441	446	444	871	885	1,6
Perte nette sur cession de biens	6	6	7	7	13	13	0,0
Total des autres charges	7 581	8 265	8 826	9 151	16 407	17 416	6,1
Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes	32 937	40 943	29 955	31 932	62 892	72 875	15,9
Frais de la dette publique	3 115	4 429	3 796	4 819	6 911	9 248	33,8
Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes	36 052	45 372	33 751	36 751	69 803	82 123	17,6
Pertes actuarielles nettes	820	630	820	630	1 640	1 260	-23,2
Total des charges	36 872	46 002	34 571	37 381	71 443	83 383	16,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Graphique 3
Revenus et charges (d'avril à mai 2024)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 27,2 milliards de dollars d'avril à mai 2024

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou des besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu du déficit budgétaire de 3,9 milliards de dollars et des besoins financiers de 23,4 milliards de dollars au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à mai 2024 s'est soldée par des besoins financiers de 27,2 milliards de dollars, comparativement à des besoins financiers de 20,0 milliards de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

M\$

	Avril		Mai		Avril à mai	
	2023	2024	2023	2024	2023-2024	2024-2025
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-1 827	-4 994	3 346	1 101	1 519	-3 893
Opérations non budgétaires						
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	-11 548	-6 787	-3 136	-3 855	-14 684	-10 642
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	321	188	1 349	879	1 670	1 067
Comptes de changes et produits dérivés	-5 816	-6 880	-1 751	-578	-7 567	-7 458
Prêts, placements et avances	-1 035	-2 018	-142	-4 104	-1 177	-6 122
Actifs non financiers	364	192	-160	-390	204	-198
Total des opérations non budgétaires	-17 714	-15 305	-3 840	-8 048	-21 554	-23 353
Ressources ou besoins financiers	-19 541	-20 299	-494	-6 947	-20 035	-27 246

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 8,8 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 27,2 milliards de dollars en puisant 18,4 milliards de dollars dans ses soldes de trésorerie et en augmentant la dette non échue de 8,8 milliards de dollars. L'accroissement de la dette non échue a principalement été obtenu par l'émission de bons du Trésor et d'emprunts en devises.

À la fin du mois de mai 2024, les soldes de trésorerie s'élevaient à 48,2 milliards de dollars, soit 11,4 milliards de dollars de moins qu'à la fin du mois de mai 2023.

Tableau 6

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

M\$

	Avril		Mai		Avril à mai	
	2023	2024	2023	2024	2023-2024	2024-2025
Ressources ou besoins financiers	-19 541	-20 299	-494	-6 947	-20 035	-27 246
Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement						
Opérations de la dette non échue						
Emprunts en dollars canadiens						
Obligations négociables	20 264	-13 342	-17 333	3 488	2 931	-9 854
Bons du Trésor	10 255	9 072	18 071	4 589	28 326	13 661
Total des emprunts en dollars canadiens	30 519	-4 270	738	8 077	31 257	3 807
Emprunts en devises	6 308	4 980	367	84	6 675	5 064
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	36 827	710	1 105	8 161	37 932	8 871
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-64	-46	15	-22	-49	-68
Variation nette dans les activités de financement	36 763	664	1 120	8 139	37 883	8 803
Variation de la trésorerie	17 222	-19 635	626	1 192	17 848	-18 443
Trésorerie à la fin de la période					59 646	48 212

Nota – Les chiffres ayant été arrondis leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada préparé tous les mois par le ministère des Finances Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun conformément aux Normes spéciales de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international qui sont conçues pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les Comptes publics du Canada.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement qui sont résumés dans la section 2 du volume I des Comptes publics du Canada accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des charges. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.

6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les Comptes publics du Canada annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars, une fois que des renseignements additionnels sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus ainsi que les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures déjà annoncées qui sont consignées une fois que la loi d'exécution pertinente reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7, État condensé de l'actif et du passif, est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.

Nota – Sauf indication contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec cheryl.mcmullin@fin.gc.ca.

Juillet 2024